

Assange et la débandade suicidaire de la presse

Le 9 juillet 2023 par Chris Hedges / Exclusif pour ScheerPost <https://scheerpost.com/2023/07/09/chris-hedges-journalists-abandoned-julian-assange-and-slit-their-own-throats/>

Chris Hedges est journaliste. Lauréat du prix Pulitzer, il a été correspondant à l'étranger pendant 15 ans pour le *New York Times*, où il a occupé les postes de chef du bureau du Moyen-Orient et du bureau des Balkans. Il a auparavant travaillé à l'étranger pour le *Dallas Morning News*, le *Christian Science Monitor* et *National Public Radio*. Il est l'hôte de l'émission *The Chris Hedges report*.



Quand les Goliaths infiltrent le quatrième pouvoir par M. Fish

Le fait que les journalistes n'aient pas organisé de campagne en faveur de la libération de Julian Assange ou qu'ils n'aient pas dénoncé l'odieuse campagne de diffamation dont il fait l'objet est une nouvelle fois une faute lourde et autodestructrice de la part des médias d'information.

LONDRES : La persécution de Julian Assange, ainsi que le climat de peur, la surveillance gouvernementale généralisée et l'utilisation de la loi sur l'espionnage pour poursuivre les lanceurs d'alerte, ont émasculé le journalisme d'investigation. Non seulement la presse n'a pas réussi à mener une campagne de longue haleine pour soutenir Julian, dont l'extradition semble imminente (<https://chrishedges.substack.com/p/the-imminent-extradition-of-julian>), mais elle n'essaie plus de faire la lumière sur les rouages du pouvoir. Cet échec n'est pas seulement inexcusable, il est aussi inquiétant (<https://declassifieduk.org/judges-ruling-in-julian-assange-case-could-threaten-investigative-journalism-in-uk-and-around-the-world/>).

Le gouvernement américain, en particulier l'armée et les agences telles que la CIA, le FBI, la NSA et la sécurité intérieure, n'a aucunement l'intention de se limiter à Julian, qui risque 170 ans (https://www.justice.gov/d9/press-releases/attachments/2020/06/24/06_24_20_returned_redacted_foreperson_name_0.pdf) de prison s'il est reconnu coupable d'avoir violé 17 chefs d'accusation relevant des dispositions de la loi sur l'espionnage (Espionage Act).

Dans le but de construire un totalitarisme d'entreprise dystopique, les autorités sont en train de graver dans le marbre des mécanismes de censure d'État draconiens, dont Matt Taibbi a révélé (<https://chrishedges.substack.com/p/the-democratic-partys-crucifixion>) certains aspects dans les *Twitter Files*.

Les États-Unis et le Royaume-Uni ont honteusement violé (<https://www.craigmurray.org.uk/archives/2023/06/assange-an-unholy-masquerade-of-tyranny-disguised-as-justice/>) toute une série de règles judiciaires et de procédures diplomatiques pour pouvoir garder Julian enfermé pendant sept ans dans les murs de l'ambassade équatorienne après que l'Équateur lui a accordé l'asile politique.

La CIA, par l'intermédiaire de la société de sécurité espagnole UC Global, a enregistré (<https://thegrayzone.com/2020/05/18/exposed-cia-used-sheldon-adelsons-firm-to-spy-on-julian-assange/>) les rencontres (<https://english.elpais.com/international/2022-06-09/julian-assange-spying-case-judge-suggests-cia-may-have-received-illicitly-recorded-conversations.html>) de Julian avec ses avocats, ce qui déjà, devrait suffire pour invalider le dossier d'extradition.

Julian est détenu depuis plus de quatre ans (<https://truthdefence.org/julian-assange-in-belmarsh-for-fourth-consecutive-world-press-freedom-day/>) dans la tristement célèbre prison de haute sécurité de Belmarsh (<https://declassifieduk.org/a-kingly-proposal-letter-from-julian-assange-to-king-charles-iii/>), depuis que la police métropolitaine britannique l'a arraché (<https://declassifieduk.org/minister-misled-parliament-on-foreign-office-role-in-secret-assange-operation/>) de l'ambassade le 11 avril 2019.

L'ambassade est supposée être territoire souverain de l'Équateur. Dans ce cas précis, Julian n'a pas été condamné pour un crime. Il est accusé en vertu de la loi sur l'espionnage, bien qu'il ne soit pas citoyen américain et que WikiLeaks ne soit pas une publication hébergée aux États-Unis. Les tribunaux britanniques, qui se sont livrés à ce qui ne peut être décrit que comme un simulacre de procès (<https://declassifieduk.org/judge-who-ruled-against-assange-built-career-as-barrister-defending-u-k-government/>), semblent prêts à le livrer aux États-Unis une fois que son dernier appel, comme nous le prévoyons, aura été rejeté. Cela pourrait se produire dans quelques jours ou quelques semaines.



Arrêtez tout ça par M. Fish

Mercredi soir, à la School of Oriental and African Studies de l'université de Londres, Stella Assange, avocate et épouse de Julian, Matt Kennard, cofondateur et enquêteur en chef de *Declassified UK* (<https://declassifieduk.org/>), et moi-même nous sommes penchés sur la faillite de la presse, en particulier en ce qui concerne le cas de Julian. Vous pouvez prendre connaissance de notre discussion ici (<https://www.youtube.com/watch?v=k4lgsyo-3SE>).

«J'ai l'impression de vivre dans le roman 1984, dit Matt. Nous voilà devant un journaliste qui a révélé plus de crimes de la superpuissance mondiale que quiconque dans l'histoire. Il est incarcéré dans une prison de haute sécurité à Londres. L'État qui veut le transférer dans notre pays pour le garder en prison jusqu'à la fin de ses jours est celui-là même dont on sait qu'il a espionné (<https://english.elpais.com/spain/2023-03-29/spanish-company-provided-cia-with-information-leading-to-julian-assanges-arrest.html>) ses entretiens confidentiels avec ses avocats».

«On sait que ce même État complotait pour l'assassiner (<https://thegrayzone.com/2021/09/30/inside-the-cia-plot-to-kill-julian-assange/>). Si on disait à quelqu'un qui vient d'une autre époque: "Voilà ce qu'il s'est passé, et il a quand même été extradé et, en plus, les médias n'en ont pas parlé du tout". Cela fait vraiment peur. S'ils peuvent faire ça à Assange, si la société civile laisse tomber, si les médias laissent tomber, alors ça peut arriver à n'importe lequel d'entre nous ».

Lorsque Julian et *WikiLeaks* ont publié les câbles diplomatiques secrets et les carnets de la guerre d'Irak, qui révélaient (<https://www.thebureauinvestigates.com/projects/iraq-war-logs>) les nombreux crimes de guerre américains, dont la torture et le meurtre de civils, la corruption, les scandales diplomatiques, les mensonges et l'espionnage par le gouvernement américain, les médias traditionnels n'ont eu d'autre choix que de rapporter l'information.

Julian et *WikiLeaks* les ont poussés à faire leur travail. Cependant, alors même qu'elles travaillaient avec Julian, des organisations telles que le *New York Times* et le *Guardian* étaient déterminées à le détruire. Il menaçait leur modèle journalistique et exposait leurs complaisances avec les centres de pouvoir.

«Ils le détestaient», a déclaré Matt à propos des journalistes et des rédacteurs des grands médias. «Ils lui ont déclaré la guerre immédiatement après la publication. Je travaillais pour le *Financial Times* à Washington à la fin de l'année 2010 lorsque les documents ont été publiés. La réaction du bureau du *Financial Times* explique en très grande partie ma profonde désillusion concernant les grands médias».

Julian est passé du statut de collègue journaliste à celui de paria dès que les informations qu'il a fournies à ces organes de presse ont été publiées. Il a subi, selon les termes (<https://www.ohchr.org/en/press-releases/2019/05/un-expert-says-collective-persecution-julian-assange-must-end-now#>) de Nils Melzer, à l'époque rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, « une campagne implacable et acharnée de dénigrement public, d'intimidation et de diffamation ».

Ces attaques prenaient la forme de «moqueries publiques, insultes et humiliations, allant jusqu'à l'appel ouvert à la violence et même des appels répétés au meurtre». Julian a été catalogué (<https://theintercept.com/2020/09/30/assange-extradition-ctfa-hacking/>) comme pirate informatique, bien que toutes les informations qu'il a publiées lui aient été communiquées par d'autres personnes.

Il a été présenté (<https://washingtonmonthly.com/2019/07/15/ecuador-concluded-that-assange-has-ties-to-russian-intelligence/>) comme un prédateur sexuel et un espion russe, traité de pervers narcissique (<https://www.craigmurray.org.uk/archives/2019/04/chelsea-and-julian-are-in-jail-history-trembles/comment-page-8/#>) et accusé (<https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/julian-assange-ecuador-embassy-faeces-london-wikileaks-arrest-a8866751.html>) de manquer d'hygiène et d'être un malpropre (https://www.youtube.com/watch?v=_ZF1HMUx_Js&t=209s).

Les attaques incessantes contre sa personnalité, amplifiées par des médias hostiles, lui ont valu d'être abandonné par beaucoup de ceux qui le considéraient comme un héros. «Une fois que l'on l'a déshumanisé en le plaçant en isolement (<https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2019/04/julian-assange-got-what-he-deserved/587008/>), en le tournant en ridicule et en le couvrant de honte, tout comme les sorcières que l'on brûlait sur le bûcher, il était facile de le priver de ses droits les plus fondamentaux sans provoquer l'indignation de l'opinion publique mondiale », conclut Melzer (<https://medium.com/@njmelzer/demasking-the-torture-of-julian-assange-b252ffdc768>).

Le *New York Times*, le *Guardian*, *Le Monde*, *El Pais* et *Der Spiegel*, qui tous ont publié des documents de *WikiLeaks* fournis par Julian, ont publié une lettre ouverte (<https://www.nytc.com/press/an-open-letter-from-editors-and-publishers-publishing-is-not-a-crime/>) commune le 28 novembre 2022 appelant le gouvernement américain à «mettre fin aux poursuites engagées contre Julian Assange pour avoir publié des documents secrets».

Mais la diabolisation de Julian, que ces publications ont contribué à favoriser, avait déjà été accomplie. «Cela a été un changement quasi immédiat, se souvient Stella. Tant que les médias savaient que Julian avait encore des documents explosifs à divulguer, ils se sont comportés en partenaires. Dès qu'ils ont obtenu ce qu'ils pensaient pouvoir attendre de lui, ils se sont retournés contre lui et ont commencé leurs attaques. Il faut se replacer dans le contexte dans lequel se trouvait la presse en 2010 lorsque ces histoires ont éclaté. Elle se battait pour trouver un modèle financier qui lui permette de survivre. Elle ne s'était pas encore adaptée à l'ère de l'internet. Et on avait Julian qui arrivait avec un tout nouveau

modèle de journalisme».



Irak, les journaux de guerre

Il s'en est suivi une [WikiLeaks-isation](https://archive.is/88a07) (<https://archive.is/88a07>) des médias américains tels le *New York Times*, qui a adopté les innovations lancées par *WikiLeaks*, notamment la mise en place de canaux sécurisés permettant aux lanceurs d'alerte de divulguer des documents.

«Julian était devenu une superstar, a déclaré Stella. Il ne venait pas du sérail de la clique des "vieux garçons" [Un réseau de vieux garçons est un système informel dans lequel des hommes riches ayant des antécédents sociaux ou éducatifs similaires s'entraident dans des affaires ou des affaires personnelles, NdT]. Il expliquait que ces révélations devaient conduire à des réformes et comment la vidéo *Collateral Murder* (<https://collateralmurder.wikileaks.org/>) révélait qu'on était face à un crime de guerre ».

Julian a été indigné en voyant les caviardages importants des informations qu'il avait exposées dans des journaux tels que *The Guardian*. Il a reproché à ces publications de s'autocensurer pour plaire à leurs annonceurs et aux puissants. Il a dénoncé ces organismes de presse, comme l'a dit Stella, «en raison de leur propre hypocrisie, de leur médiocre journalisme».

«Je trouve tout particulièrement paradoxal que l'on parle tant de désinformation, alors qu'il s'agit en réalité d'une couverture pour la censure, a ajouté Stella. On a toutes ces nouvelles organisations qui sont subventionnées pour trouver des informations erronées. Ce n'est qu'un moyen de contrôler le récit. Si cette ère de la désinformation prenait vraiment la vérité au sérieux, toutes ces organisations de désinformation prendraient *WikiLeaks* comme exemple, non?

Le modèle de journalisme de Julian était ce qu'il appelait du journalisme scientifique. Cela devait être vérifiable. On peut tout à fait rédiger l'analyse d'un fait divers, mais on doit pouvoir montrer sur quoi on se base. Les télégrammes divulgués en sont le parfait exemple. Vous rédigez une analyse de quelque chose qui s'est passé et vous faites référence aux télégrammes et à tout ce sur quoi vous vous basez pour rédiger votre article ».

«Il s'agissait d'un modèle de journalisme totalement nouveau, poursuit-elle. C'est un modèle que détestaient les journalistes qui se considéraient comme des gardiens de l'information. Ils n'aimaient pas le modèle *WikiLeaks*. *WikiLeaks* était entièrement financé par ses lecteurs. Ces derniers étaient partout dans le monde et réagissaient avec enthousiasme.

C'est pourquoi PayPal, MasterCard, Visa et Bank of America ont démarré un blocus bancaire (<https://web.archive.org/web/20111108234706/https://wikileaks.org/Banking-Blockade>) en décembre 2010. C'est devenu un modèle de censure standardisé pour démonétiser, isoler les chaînes de leur lectorat et de leurs sympathisants.

La toute première fois qu'une telle mesure a été prise, c'était en 2010 à l'encontre de *WikiLeaks*, dans les deux ou trois jours qui ont suivi la publication des télégrammes du département d'État américain. Alors que Visa a interrompu les opérations de *WikiLeaks*, elle a [continué](https://wikileaks.org/IMG/pdf/WikiLeaks-Banking-Blockade-Information-Pack.pdf) (<https://wikileaks.org/IMG/pdf/WikiLeaks-Banking-Blockade-Information-Pack.pdf>) de traiter les dons destinés au Ku Klux Klan, a noté Stella.

Le message de Julian était le suivant: «le journalisme peut conduire à des réformes, il peut mener à la justice, il peut aider les victimes, il peut être utilisé devant les tribunaux et il l'a été devant la Cour européenne des droits humains, et même devant la Cour suprême du Royaume-Uni dans l'affaire des Chagos (<https://www.aljazeera.com/opinions/2019/2/25/how-britain-forcefully-depopulated-a-whole-archipelago#>)» a-t-elle déclaré.

«Il a été utilisé comme preuve. Il s'agit d'une approche totalement nouvelle du journalisme. *WikiLeaks* est plus important que le journalisme parce qu'il s'agit de documents officiels authentiques. Il permet de mettre sur la place publique l'histoire interne et met celle-ci à la disposition du public et des victimes de la criminalité d'État.»

«Pour la première fois, nous avons pu utiliser ces documents pour demander justice, par exemple dans le cas du citoyen allemand Khalid El-Masri, qui a été enlevé et torturé (<https://shadowproof.com/2020/09/18/khaled-el-masri-stands-up-to-cia-intimidation-supports-assange-during-extradition-trial/>) par la CIA.»

«Il a pu utiliser les télégrammes de *WikiLeaks* devant la Cour européenne des droits humains lorsqu'il a poursuivi la Macédoine pour l'avoir extradé (<https://www.coe.int/en/web/impact-convention-human-rights/-/compensation-and-official-apology-for-victim-of-cia-torture-and-secret-rendition->) vers l'Afghanistan. C'était une approche totalement nouvelle. Elle a permis au journalisme d'atteindre son meilleur niveau» .



Le carnaval de nuit traverse Westminster le 11 février 2023 à Londres, en Angleterre (Photo par Guy Smallman/Getty Images)

Les allégations relatives à leur objectivité et à leur neutralité, propagées par les grands médias, sont un mécanisme qui empêche le journalisme d'être utilisé pour contester les injustices ou réformer les institutions corrompues.

«L'idée que l'on puisse se servir du journalisme comme d'un outil pour améliorer le monde et informer les gens de ce qui se passe leur est complètement étrangère, a déclaré Matt. Pour eux, le journalisme c'est avant tout une carrière. C'est un symbole de statut social. Je n'ai jamais eu de cas de conscience, parce ce que si je ne pouvais pas faire ce que j'ai fait,

alors je n'aurais jamais voulu être journaliste».

«Quand on est issu de l'université ou d'une école de journalisme, où va-t-on? Les gens prennent des hypothèques. Ils ont des enfants. Ils veulent avoir une vie normale ... On rentre dans le système. Lentement on se débarrasse de toutes ses aspirations. Tout tranquillement, on se met à faire partie intégrante de l'uniformité de la pensée. J'ai vu ce phénomène se produire de façon flagrante au *Financial Times*».

«C'est un système très insidieux, poursuit Matt. Les journalistes peuvent bien se répéter 'je peux écrire tout ce que je veux', mais de toute évidence, ils ne le peuvent pas. Je pense qu'il est intéressant de commencer par *Declassified* avec Mark Curtis dans la mesure où les journalistes ne savent pas comment réagir face à nous. Le black-out est total dans les grands médias».

« Il s'est passé quelque chose de vraiment sinistre au cours des vingt dernières années, en particulier au *Guardian*, a-t-il déclaré. Le *Guardian* est un média affilié à l'État. Les premières publications de *WikiLeaks* en 2010 ont été faites par le *Guardian*. Je me souviens de l'année 2010, lorsque ces divulgations ont eu lieu au *Guardian* et au *New York Times*».

«Je lisais les mêmes télégrammes dans les deux publications et j'ai toujours pensé que Wow, nous avons de la chance d'avoir le *Guardian* parce que le *New York Times* adoptait une position beaucoup plus favorable aux États-Unis et au gouvernement. Aujourd'hui, c'est le contraire. Je préfère de loin lire les articles du *New York Times* sur ce sujet. Et je ne dis pas que c'est parfait. Aucun des deux n'était parfait, mais il y avait une différence. Je pense que ce qui s'est passé, c'est une répression intelligente de la part de l'État».

Le comité D-notice (<https://thedissenter.org/very-british-form-of-press-censorship/>) a-t-il expliqué, est composé de journalistes et de responsables de la sécurité de l'État au Royaume-Uni qui se réunissent tous les six mois [En Grande-Bretagne, une DA-Notice, aussi appelée une D-Notice jusqu'en 1993, est une demande du gouvernement britannique auprès des éditeurs de ne pas publier ou de ne pas diffuser certains sujets pour des raisons de sécurité nationale, NdT]. Ils discutent de ce que les journalistes peuvent ou ne peuvent pas publier. Le comité émet régulièrement des avis (<https://declassifieduk.org/why-we-refused-to-comply-with-the-d-notice-committee/>).



Vérité (Illustration by Mr. Fish)

Le *Guardian* a ignoré (<https://declassifieduk.org/how-the-uk-security-services-neutralised-the-countrys-leading-liberal-newspaper/>) les avis de ne pas publier les révélations d'Edward Snowden concernant la surveillance de masse illégale.

Finalement, soumis à une pression intense, dont des menaces du gouvernement de fermeture du journal, le *Guardian* a accepté que deux fonctionnaires du Government Communication Headquarters (GCHQ) supervisent la destruction des disques durs et des dispositifs mémoire qui contenaient des documents fournis par Snowden. Le 20 juillet 2013, les fonctionnaires du GCHQ ont filmé trois rédacteurs du *Guardian* tandis que ceux-ci détruisaient des ordinateurs portables à l'aide de meuleuses et de perceuses.

Le rédacteur en chef adjoint du *Guardian*, Paul Johnson, qui se trouvait au sous-sol pendant que cela se produisait, a été appointé au comité D-Notice (<https://cdn.theguardian.tv/webM/2014/01/28/140130BasementDIY.webm>). Il y a siégé pendant quatre ans. Lors de sa dernière réunion, il a reçu des remerciements pour avoir «rétabli les liens» entre la commission et le *Guardian*. Les reportages défavorables du journal avaient pour lors été neutralisés.

« Après la guerre en Irak, l'État s'est rendu compte qu'il devait restreindre la liberté des médias britanniques, explique Matt. Le *Daily Mirror* sous la direction de Piers Morgan ... Je ne sais pas si quelqu'un se souvient de 2003, et je sais que c'est un personnage controversé et qu'il est détesté par beaucoup de gens, y compris par moi, mais il était rédacteur en chef du *Daily Mirror*. C'était là un des rares exemples de ce que peut faire un grand tabloïd quand il fait du bon journalisme contre la guerre, une guerre illégale».

« Des logos de compagnies pétrolières ont fait les gros titres. Bush et Blair avec les mains couvertes de sang, des choses étonnantes, tous les jours pendant des mois. Il mettait John Pilger en première page, des choses que l'on ne verrait jamais aujourd'hui. Il y a eu un grand mouvement de rue contre la guerre. L'État s'est dit 'Merde, ce n'est pas bon, il faut réprimer ça'».

C'est ce qui a déclenché la campagne du gouvernement pour neutraliser la presse. « Concernant les journaux, je ne dirais pas que nous avons des médias qui fonctionnent », a-t-il ajouté. «Il ne s'agit pas seulement d'Assange, a poursuivi Matt. Il s'agit de notre avenir à tous, de l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants. Les choses qui nous sont chères, la démocratie, la liberté d'expression, la liberté de la presse, sont très, très fragiles, bien plus fragiles que nous ne le pensons».

«C'est ce qu'a révélé Assange. S'ils arrivent à coincer Assange, les digues se briseront. Ce n'est pas comme s'ils allaient s'arrêter. Ce n'est pas comme ça que le pouvoir fonctionne. Ils ne vont pas se contenter de choisir une personne et de dire qu'ils vont s'arrêter ensuite. Ils utiliseront ces outils pour s'en prendre à tous ceux qui veulent les dénoncer ».

«Si quelqu'un travaille à Londres dans un milieu qui permet qu'un journaliste soit emprisonné pour avoir dénoncé des crimes de guerre, peut-être pas consciemment, mais quelque part cette personne [sait qu'elle] ne devrait pas le faire, a déclaré Matt. Il ne faut pas remettre en question le pouvoir. Il ne faut pas remettre en question les gens qui commettent des crimes en secret parce qu'on ne sait pas ce qui peut se passer...»

«Le gouvernement britannique essaie de faire passer des lois qui stipulent explicitement qu'on ne peut pas publier [leurs crimes]. Il veut formaliser ce qu'il a fait à Assange et criminaliser le fait de révéler des crimes de guerre et d'autres choses du même style. Lorsque les lois et l'état d'esprit de la société interdisent de remettre en question le pouvoir, lorsqu'ils vous disent ce qui est dans votre intérêt, c'est du fascisme».

Note aux lecteurs de ScheerPost : Sans votre aide, il me sera désormais impossible de continuer à écrire une colonne hebdomadaire pour ScheerPost et à produire mon émission de télévision. Les portes se referment, avec une rapidité déconcertante, sur le journalisme indépendant, les élites, y compris celles du parti démocrate, réclamant de plus en plus de censure.

Bob Scheer, qui dirige ScheerPost avec un budget très serré, et moi-même ne renoncerons pas à notre engagement en faveur d'un journalisme indépendant et honnête, et nous ne placerons jamais ScheerPost derrière un portail payant, nous ne demanderons pas d'abonnement, nous ne vendrons pas vos données et nous n'accepterons pas de publicité. Si vous le pouvez, inscrivez-vous sur chrishedges.substack.com pour que je puisse continuer à publier ma chronique du lundi sur ScheerPost et à produire mon émission de télévision hebdomadaire, The Chris Hedges Report.

Chris Hedges